

Selon lui, le gouvernement a obtenu un succès «plus que modeste» dans la restriction de ses propres dépenses. En réalité, le gouvernement actuel a été le plus grand dépensier de l'histoire du Canada. Pendant sa première année d'exercice du pouvoir, il a dépensé 9 milliards de dollars. Cette année, il prévoit en dépenser presque 45, ce qui représente une hausse de 500 p. 100. Le ministre appelle cela de la restriction. La dure vérité, c'est que grâce à une décennie d'insouciance complète de la part du gouvernement actuel, les finances du pays sont pratiquement à la débandade. Il n'est pas besoin de chercher plus loin que dans le dernier budget du ministre des Finances pour en trouver la confirmation. Le gouvernement a tellement dépensé et si mal planifié qu'il trouve moyen de laisser plus d'un million de Canadiens sans travail, tout en faisant accuser au budget un déficit de 7 milliards de dollars. Il a gaspillé toutes les chances qu'il a pu avoir d'exercer une influence positive sur l'économie canadienne.

En présence d'antécédents même si sombres, le gouvernement n'est pas prêt à faire plus, relativement à la compression des dépenses, qu'à maintenir le statu quo, qu'à garder l'accroissement de ses dépenses au niveau de celui du produit national brut. La part du produit national brut assumée par les gouvernements étant passée de 29 à 43 p. 100 en dix ans, le gouvernement nous annonce qu'il est prêt à s'arrêter pendant un certain temps. Je lui dis que cela n'est pas satisfaisant. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, ferons en sorte de réduire la part de l'économie que le gouvernement assume—non pas de la maintenir à un niveau constant—car cette première mesure est essentielle si nous voulons redonner confiance à l'économie canadienne.

Voilà 20 mois, Votre Honneur, qu'on applique le programme d'austérité au Canada 20 mois au cours desquels nous aurions pu nous attendre à voir le gouvernement remédier à certains des problèmes les plus criants de l'économie canadienne. Vous vous rappellerez, Votre Honneur, que lorsque le gouvernement a annoncé le programme au milieu de la soirée, sans aucun avertissement préalable grâce à son droit de préemption sur le temps d'antenne à la télévision, comme il devient un peu trop coutumier du fait, le gouvernement a énoncé une longue série de promesses de mesures qu'il allait prendre durant la période réglementation. On nous avait promis une politique énergétique globale. Qu'en est-il donc?

M. Baker (Grenville-Carleton): Nous n'avons même pas un ministre énergétique.

M. Clark: Pas de ministre énergétique et toujours pas de politique énergétique, chose qu'on nous avait promise pour nous faire accepter cette période de réglementation. On nous avait aussi promis une politique alimentaire nationale qui devait être formulée aussi pendant la période d'austérité. Tout ce que nous avons, c'est un document déposé l'autre jour par Mutt et Jeff—je ne sais pas lequel est Mutt et lequel est Jeff—et les ministres ne s'entendent pas pour dire s'il s'agit d'une politique ou d'une stratégie. Ils ne peuvent même pas s'entendre sur l'interprétation, encore moins sur la substance. C'est là une deuxième chose qui avait été promise pour faire accepter les contrôles et qui n'a pas été faite.

On nous avait promis la création d'un programme efficace de logement. Nous devons admettre que ce programme de contrôle a eu des conséquences dans le domaine du logement. Il a détourné une bonne partie des sommes qui auraient pu être

investies dans le logement au Canada chez notre voisin du sud; ainsi, il s'est construit aux États-Unis des maisons qui auraient pu être construites ici au Canada, n'eût été du programme de contrôle qu'on nous a imposé.

On nous a dit, pour nous faire accepter les contrôles, que la politique de réglementation ferait l'objet d'un examen. Il n'y a pas eu d'examen, mais les règlements ont proliféré. On nous avait également promis, pour nous faire accepter les contrôles, d'améliorer le système de négociation collective. Comme mon collègue de Vancouver-Sud (M. Fraser) l'a dit l'autre soir lorsqu'il a pris part à ce débat, il n'y a pas eu d'amélioration dans ce domaine, parce que le gouvernement du Canada n'a pas sérieusement profité du répit que sont les contrôles pour présenter les réformes promises aux Canadiens pour leur faire accepter les contrôles.

Toutefois, pendant cette période, l'activité a été différente. Nous avons eu une multitude de réunions et de discussions centrées sur le concept dit de la modération consentie librement. L'idée a été lancée, la Chambre s'en souviendra, il y a plus de trois ans, sous l'ancien ministre des Finances—je ne suis pas sûr de son nom—mais jusqu'ici personne n'a encore réussi à savoir au juste ce que le gouvernement du Canada attend des hommes d'affaires et des travailleurs comme modération librement consentie. Pourtant, il demande des changements, de réunion en réunion, de discours à discours.

Au cours du débat, le ministre des Finances a déclaré: «Nous allons chercher à obtenir de nouvelles assurances sur l'intensité des efforts qui seront déployés par ces groupes pour faire prévaloir la modération». C'est donc dire qu'il veut les voir préconiser la modération, ce qui est tout à fait logique, car au fond c'est tout ce que le gouvernement lui-même a fait au nom de la modération depuis le début du programme. Bien sûr qu'il demande au monde des affaires et au salariat de s'engager à participer à ses séances de bavardage semestrielles, ce processus d'enseignement public dont, bien sûr, dans la meilleure tradition du gouvernement au pouvoir, le public et la Chambre des communes seront exclus. Monsieur l'Orateur, c'est une comédie, ni plus ni moins. Et sauf tout le respect que je lui dois, le ministre le sait. Nous accusons le ministre des Finances de toutes sortes de choses de ce côté-ci de la Chambre, mais personne ne l'a jamais accusé de stupidité. Il n'est pas stupide. Il sait fort bien que ses interlocuteurs ne peuvent prendre d'engagements au nom des hommes d'affaires et des travailleurs.

M. Fraser: Touché.

● (1630)

M. Clark: Il sait également qu'il n'y a pas de pièce assez grande pour y rassembler les milliers d'individus qui prennent des décisions économiques dans notre pays, et qui devraient se grouper pour former un cartel généralisé capable de mettre au point un programme de restrictions volontaires. Le ministre le sait, et pourtant il préfère continuer avec cette comédie. Pourquoi? Parce que c'est pour le gouvernement un moyen pratique d'échapper à son devoir de gouverner, et ce qui est encore plus grave, un prétexte pratique qui lui permet de jouer son jeu préféré qui consiste à blâmer les autres de tous les problèmes du pays. C'est un truc pour faire croire aux Canadiens que seule l'irresponsabilité du secteur privé empêche l'adoption de mesures concrètes dans ce domaine. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas simplement malhonnête, c'est totalement injuste